

# Réalisation d'un film documentaire anthropologique










## Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

n° 2025003196A070





## SOMMAIRE

|    |  |    |
|----|--|----|
| 1. | DÉFINITIONS .....                            | 3  |
| 2. | OBJET DU CONTRAT.....                        | 3  |
| 3. | STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....           | 5  |
| 4. | DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION ..... | 5  |
| 5. | PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....         | 6  |
| 6. | RÉALISATION DES PRESTATIONS .....            | 8  |
| 7. | OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....               | 10 |
| 8. | LITIGE ET SANCTIONS .....                    | 10 |
| 9. | FIN DU CONTRAT .....                         | 17 |

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

|   |                     |   |
|---|---------------------|---|
|    | Objet du contrat    | Réalisation d'un film documentaire anthropologique                                  |
|   | Acheteur            | IRD   |
|  | Type de contrat     | Marché ordinaire de services  |
|  | Structure           | Lot unique  |
|  | Lieu d'exécution    | Mayotte et La Réunion   |
|  | Délai               | 18 mois - Marché sans mise en concurrence ultérieur avec le même titulaire possible |
|  | Pénalités de retard | OUI (voir article 8.1)  |
|  | Variation des prix  | NON   |
|  | Nature des prix     | Prix forfaitaires   |

## 1. DÉFINITIONS

|  |   |
|--|---|
|  Contrat      | Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché. |
|  Acheteur     | L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.  |
|  Titulaire    | Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.   |
|  Prestation | La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.   |

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Réalisation d'un film documentaire anthropologique

Réalisation d'un film documentaire à caractère anthropologiques relatif aux évacuations sanitaires de mineur-es de Mayotte vers l'île de La Réunion - projet AccMinEv

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Mayotte et/ou La Réunion**.

#### ■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles (DPGF) ;
- Le présent document (le CCAP) et ses annexes éventuelles ;

- Le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- Le CCAG - F.C.S. applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;

Le document général (C.C.A.G.- F.C.S.), bien que non matériellement joint au présent marché, est réputé parfaitement connu par le Titulaire. Le Titulaire ne peut donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

En cas de litige, seuls les exemplaires conservés dans les archives de l'IRD des pièces particulières, ci-dessus énoncées, font foi.

- Après sa conclusion, et conformément aux articles R.2194-1 à 10 du code de la commande publique, le marché est éventuellement modifié par avenant (voir article 6.4 Autres stipulations « clause de réexamen et modification du contrat »).
- Le présent marché, constitué des documents contractuels définis supra, exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

## 2.2. Représentation des parties

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **IRD – Délégation Régionale d'Ile-De-France-Ouest**, représenté par Mme Ana-Claudia BREFE FONSECA, Déléguée Régionale

### Adresse et coordonnées :

**IRD**

Délégation Régionale Ile-de-France-OUEST

**CAMPUS CONDORCET**

8 Cours des Humanités, 93322 AUBERVILLIERS cedex

Ce marché **est passé pour le compte de l'Unité Mixte de Recherche 196 CEPED de la Délégation Régionale de l'IRD en Ile-De-France – Ouest.**

### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour

prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

- **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

- **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

- **Délais d'exécution :**

Le présent marché prend effet à sa date de notification et prend fin quand le titulaire s'est dégagé de l'ensemble de ses obligations à l'issue de la période de garantie prévue au marché.

Délai estimé : 18 mois à compter de la date de notification.

- **Prestations similaires :**

Conformément à l'article R2122-7 l'acheteur peut passer un marché de services sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire d'un marché précédent passé après mise en concurrence. Le premier marché doit avoir indiqué la possibilité de recourir à cette procédure pour la réalisation de prestations similaires. Sa mise en concurrence doit également avoir pris en compte le montant total envisagé, y compris celui des nouveaux services.

Lorsqu'un tel marché est passé par un pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

- **Calendrier détaillé d'exécution :**

Le titulaire respecte les délais de réalisation qu'il a exposés dans son offre concernant la réalisation de chaque phase, et la remise de livrables (de telle sorte que la prestation n'excède pas 18 mois. En cas de non-respect des délais, les pénalités détaillées à l'article 8 sont applicables.

## 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 5.1. Prix du contrat

#### ■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

Le montant estimatif du marché est de 79 840,00 € HT (Fonds 100 % FEDER – Fonds européen de développement régional).

#### ■ Variation des prix :

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

#### ■ Contenu des prix :

Les prix prévus au marché sont établis en toute connaissance de l'importance et de la nature des prestations à réaliser, ainsi que de toutes les difficultés et sujétions susceptibles de survenir lors de leur réalisation. Il comprend également l'ensemble des prestations nécessaires à l'exécution du marché, notamment :

-toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents à l'assurance ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;

-les livrables attendus ;

-la cession des droits de propriété intellectuelle afférents aux livrables (cf. article 9 « Fin de contrat » - Propriété intellectuelle)

-et plus globalement, l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le Titulaire.

### 5.2. Conditions de paiement

#### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

#### ■ Avance :

Le versement d'une avance est possible conformément aux articles L.2191-2 et 3 et R.2191-4, R.2191-6 à 10 du code de la commande publique sera versée au Titulaire **sauf renoncement** portée par le Titulaire dans l'acte d'engagement.

Le taux de cette avance est fixé à 30%

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

➤ **Remboursement de l'avance :**

L'avance est remboursée entre 65% et 80% en fonction de l'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

➤ **Les acomptes :**

Les acomptes seront possibles conformément aux articles L.2191-4 et R.2191-20 à 22 du code de la commande publique.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et **TVA intracommunautaire** (obligatoire) ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Code service exécutant : IDF\_GESTION

N° de siret DR IDF : 180 006 025 00027

Le numéro d'engagement juridique sera communiqué ultérieurement

**Pour information** : La Délégation Régionale de l'IRD en Ile-De-France et Ouest a changé de locaux tout récemment. Aussi, nous communiquerons le nouveau numéro de SIRET dès que nous l'aurons.

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements sont échelonnés comme suit :

Si une avance est prévue, elle sera versée à la signature à la notification du marché.

Le paiement des acomptes et du solde s'effectue en fonction de l'état d'avancement des prestations et, sur présentation d'une facture et après approbation des livrables

■ **Comptable assignataire des paiements :**

Monsieur l'agent comptable secondaire de la DR Ile-de-France

#### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

---

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Réunion de lancement

Dans un délai de 30 jours à compter de la notification du marché, une réunion de lancement sera programmée entre le titulaire et l'acheteur, afin d'informer plus précisément le titulaire sur le contenu et les modalités d'exécution de la prestation.

Cette réunion de lancement aura pour objets de permettre au titulaire de présenter ses intervenants et son mode d'organisation ; et à l'acheteur, par l'intermédiaire du conseil scientifique de l'équipe du projet de recherche, de préciser le contexte de l'intervention, d'exposer ses méthodes d'organisation, et de remettre au titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à la bonne exécution du marché.

Le contenu scientifique devra être validé par l'équipe de recherche.

Des réunions de travail pourront être menées en présentiel (La Réunion) ou à distance (téléphone, skype, visio, ...), à raison a minima d'une par trimestre environ.

#### ■ Fonction de conseil

Le titulaire exécute les prestations qui lui sont confiées de manière professionnelle et avec tout le soin requis et en particulier se conforme aux règles de l'art applicables pour le type de prestations effectuées.

Le titulaire s'engage à apporter à la personne publique toute l'information nécessaire à l'efficacité des prestations du présent marché.

En particulier, le titulaire prévient sans délai la personne publique contre l'utilisation de tout document, matériel, logiciel et plus généralement contre l'utilisation de toute solution technique qu'il juge techniquement ou économiquement inadaptés.

Le titulaire du marché s'engage à ne pas fournir à l'IRD des solutions qui feraient l'objet de droit de propriété intellectuelle.

Le titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation de la prestation et à accomplir sa mission conformément aux usages de la profession et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires.

Le titulaire s'engage à informer la personne publique sur l'évolution réglementaire des dispositions qui se rapportent au présent marché.

■ **Restitution des livrables :**

Les consultations, écritures et tout autre document produit par le titulaire seront établis et transmis sur support informatique (notamment sous format Word et Excel ou compatible).

Les livrables attendus sont les suivants :

**Réalisation d'un film documentaire anthropologique tourné à Mayotte et/ou à la Réunion d'environ 52 min ou de deux films d'environ 26 min chacun à Mayotte et/ou à la Réunion.**

## **6.2. Vérification des prestations**

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérification des fournitures :**

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG, le délai de vérification est fixé à 30 jours.

Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.

A chaque étape d'exécution du marché, l'acheteur vérifiera le respect de la méthodologie décrite dans le CCTP.

A l'issue des vérifications l'acheteur précèdera à l'admission, l'ajournement, la refaction ou le rejet de la prestation dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 au CCAG-FCS.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes :

**Mme Dolorès POURETTE (IRD – UMR CEPED) et Mme Lynda HOTTE HOAREAU (CNRS – Cermes 3) ; membres du Conseil scientifique lié à ce projet.**

### 6.3. Autres stipulations

#### ■ Clause de réexamen et modifications du contrat:

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Après sa conclusion, et conformément aux articles R.2194-1 à 10 du code de la commande publique, toute modification, augmentation, diminution, du contenu des prestations donne lieu à l'établissement d'un avenant signé par les deux parties et notifié au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Peuvent notamment être modifiés, sans que ces modifications soient substantielles, le montant, la durée, les délais d'exécution, l'ajout ou le retrait de prestations.

**Toutes ces modifications seront liées au projet de recherche et à son évolution**

#### ■ Dématérialisation du suivi :

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

---

### 7.1. Obligations courantes du titulaire

#### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, avant la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

#### ■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à

l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

#### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y

soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur (conformément au paragraphe « moyens humains » du CCTP).

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

## **7.2. Obligations liées à la sécurité**

### **■ Confidentialité :**

Le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, de ses sous-traitants et de ses fournisseurs et prestataires de services, au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa prestation. Ces renseignements ou documents ne peuvent sans l'autorisation écrite de l'IRD être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le marché.

Le titulaire s'engage à ne pas divulguer les informations relatives à l'IRD dont il est amené à avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché. Le titulaire donne instruction à ses personnels de respecter leur caractère confidentiel et de les traiter dans les mêmes conditions de discrétion que les informations qu'il considère comme confidentielles.

Ces informations ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers ou à des membres du personnel du titulaire non appelé à participer à l'exécution des prestations, sauf si la divulgation est nécessaire en raison d'obligations légales, comptables ou réglementaires échappant au contrôle du titulaire.

L'IRD s'engage à assurer la confidentialité des méthodes et du savoir-faire que le titulaire met en œuvre pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées.

### **■ Protection des données personnelles :**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité. A cet effet, les contrats de sous-traitance devront inclure un accord de confidentialité. Le titulaire devra s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services suivants : documentaire anthropologique.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

Collecte d'images, de sons et éventuellement, de témoignages ; enregistrement audiovisuel ; stockage numérique ; consultation et traitement pour les besoins du montage ; anonymisation ou pseudonymisation le cas échéant ; sauvegarde et transfert sécurisé.

La finalité du traitement est : La réalisation d'un film documentaire à visée anthropologique, dans le cadre d'un projet de recherche en santé portant sur les évacuations sanitaires entre Mayotte et La Réunion (*Évasan*).

Les données à caractère personnel traitées sont : Images et voix des personnes filmées, Témoignages et propos enregistrés, éventuels noms des personnes enregistrées, éléments de contexte filmés susceptibles d'identifier des personnes (visages, environnements, signes distinctifs).

Les catégories de personnes concernées sont :

- ☑ Patients évacués pour raisons médicales (adultes et anciens mineurs),
- ☑ Familles accompagnantes,
- ☑ Professionnels de santé et personnels encadrants,
- ☑ Personnes ressources locales (associatifs, relais communautaires, accompagnateurs).

Le sort des données à l'issue des opérations de traitement est le suivant : le titulaire doit détruire toutes les données personnelles à l'issue du projet et au plus tard dans un délai défini contractuellement.

Il incombe à au titulaire de fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement toutes les informations relatives au traitement de données réalisé.

Le titulaire doit mettre en œuvre les mesures de sécurité suivante :

- Stockage des données sur des supports sécurisés (disques chiffrés, serveurs conformes RGPD),
- Sauvegarde hebdomadaire sur un support distinct et sécurisé,
- Chiffrement systématique des données sensibles,
- Accès restreint aux seules personnes autorisées et nécessité d'un mot de passe robuste,
- Anonymisation ou floutage des visages et modification des voix en post-production si requis,
- Transmission des données exclusivement par des canaux sécurisés,
- Effacement définitif des fichiers après la livraison et validation du film final.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations du contrat.

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées par les opérations de traitement à savoir : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données et droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée.

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai

maximum de **15 jours** après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Après accord de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de la CNIL, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans les meilleurs délais. La notification contient au moins la description de la nature de la violation de données, ses conséquences probables, la description des mesures prises ou que le responsable du traitement se propose de mettre en œuvre pour remédier, y compris, le cas échéant les mesures pour atténuer les éventuelles conséquences négatives de la violation.

Après l'accord de l'acheteur, le titulaire communique, pour le nom et pour le compte de l'acheteur la violation de données personnelles à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation présente un risque élevé pour les droits et libertés de la personne concernée. Cette communication, en termes clairs et simples, contient les mêmes informations que celle transmise à l'acheteur.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

| Pénalité                              | Fait générateur et mode de calcul  |
|---------------------------------------|--|
| Pénalité pour retard                  | En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat le titulaire encourt les pénalités pour retard calculées au moyen de la formule <b><math>P = V \times R / 3000</math></b> .<br>Avec :<br><br>P : montant de la pénalité<br>V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable<br>R : nombre de jours calendaires de retard                        |
| Pénalités en cas de travail dissimulé | Si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur peut appliquer une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.<br><br>Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé. |
| Pénalités pour mauvaise exécution     | La mauvaise exécution ou l'exécution partielle de la prestation, sans accord exprès, équivalent à une non-exécution de la prestation.<br>Des pénalités peuvent être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable.<br>Le titulaire se verra appliquer en cas de non-respect des délais de réalisation, la pénalité calculée selon la formule suivante :   |

| Pénalité  | Fait générateur et mode de calcul  |
|---|--|
|   | $P = V \times R / 1000$ <p>Dans laquelle :</p> <p>P = le montant de la pénalité ;<br/> V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie de la prestation en retard ou de l'ensemble de la prestation si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;<br/> R = le nombre de jours de retard.<br/> L'IRD se réserve en outre la possibilité de pourvoir à ses besoins aux frais et risques du titulaire.</p> |
| Remise des documents d'étude (dérogation à l'article 14 du CCAG PI) | <p>Lorsque les documents d'étude ne sont pas remis dans les délais prévus au contrat</p> <p>50 € Par jour calendaire de retard</p>   |

## 8.2. Application des pénalités et autres sanctions

### ■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

### ■ Pénalités pour retard - observations préalables à l'application :

En cas de retard constaté dans les délais d'exécution des prestations, l'acheteur invite le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse probante du titulaire, les pénalités pour retard sont appliquées.

### ■ Pénalités pour retard - plafonnement des montants :

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat.

### ■ Pénalités pour retard - seuil d'exonération :

Le titulaire est exonéré des pénalités pour retard si le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du contrat.

#### ■ Règlement des différends :

Le titulaire est par ailleurs informé que l'acheteur valorise le règlement amiable des litiges et s'est doté d'un organe de médiation des marchés publics, placé auprès du service .... Celui-ci agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal administratif de Montreuil  
7 rue Puig (niveau 206 rue de Paris)  
BP 30322  
Montreuil  
93558 Montreuil Cedex

Téléphone : 01 49 20 20 00  
Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr  
Télécopie : 01 49 20 20 99  
Site internet : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

---

#### ■ Propriété intellectuelle :

Le titulaire cède à titre exclusif à l'IRD et au CNRS, pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur, l'ensemble des droits patrimoniaux afférents aux livrables réalisés dans le cadre du présent marché (notamment les rushes, montages intermédiaires, film final et déclinaisons).

Cette cession comprend, sans limitation : les droits de reproduction, représentation, adaptation, traduction, diffusion et exploitation, sur tout support connu ou inconnu à ce jour ;

le droit de publier et de communiquer les livrables en tout ou partie, dans des contextes publics, institutionnels, éducatifs, scientifiques ou commerciaux.

Le titulaire conserve ses droits moraux, conformément au Code de la propriété intellectuelle, mais s'engage à ne pas s'opposer à l'exploitation des livrables par l'IRD.

Toute utilisation par le titulaire, notamment à des fins de communication ou de promotion professionnelle (ex. portfolio, site web), ne pourra intervenir qu'avec l'autorisation écrite préalable et expresse de l'IRD.

### **Autorisations et conformité juridique**

Le titulaire s'engage à livrer une œuvre diffusable, y compris dans des contextes publics, institutionnels ou commerciaux, et à garantir l'IRD contre tout recours éventuel lié aux droits de tiers.

À ce titre, le titulaire s'engage à :

Gérer l'ensemble des autorisations de tournage dans les espaces publics ou privés concernés, et fournir les documents justificatifs si requis (accords écrits, conventions de tournage, autorisations spécifiques pour les établissements de santé, etc.) ;

Obtenir les autorisations de droit à l'image et à la voix des personnes filmées, conformément à la législation en vigueur. En cas de témoignages sensibles, des mesures de protection (floutage, anonymisation, altération vocale) pourront être exigées ;

S'assurer que toute utilisation d'œuvres protégées par le droit d'auteur (images, extraits vidéo, sons, musiques, graphismes, polices, etc.) soit accompagnée des licences d'utilisation appropriées, ou que les éléments utilisés soient libres de droits ou sous licences libres compatibles avec une diffusion publique ;

Fournir, en même temps que les livrables, une attestation sur l'honneur de respect du droit d'auteur et, le cas échéant, les justificatifs de cession de droits ou de licences acquises.

#### **■ Arrêt de l'étude :**

En application de l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent contrat à l'issue de chacune des phases techniques suivantes :

- Phase 1 – Repérage et préparation
- Phase 2 – Tournage
- Phase 3 - Postproduction

La décision, d'arrêter l'exécution des prestations, sous forme d'un ordre de service, ne donne lieu à aucune indemnité et entraîne la résiliation du contrat.

#### **■ Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 40 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

#### **■ Certificat de bonne exécution :**

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

#### ■ Garantie :

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

#### Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 30 du CCAG

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 40 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique néanmoins. ...



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)